

Colins et le socialisme rationnel [Marc Angenot]

Autor(en): **Brélaz, Michel**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **53 (2003)**

Heft 2

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

gères, préconise une politique de paix et de patriotisme défensif contraire au principe de la propagande révolutionnaire. Les républicains s'accordent désormais à prôner un prosélytisme de l'exemple. La fraternité devient le principe majeur. Elle favorise l'émergence d'un courant universaliste favorable au «Printemps des peuples». Pourtant, l'ethnocentrisme patriotique continue à se référer au modèle de la nation élue, celui d'une République française généralisée à l'ensemble de la planète. L'auteur souligne également les prises de position du gouvernement provisoire et de la presse républicaine contre les manifestations de xénophobie populaire à l'égard des immigrés.

Suivent le coup d'Etat du 2 décembre 1851, l'exil, la récupération des thèmes patriotiques et chauvins par Napoléon III et la survivance de ces thèmes dans les milieux républicains qui dissocient l'Etat et la Nation française. Pourtant, l'expression concomitante de l'humanitarisme et de l'universalisme provoque une certaine défiance à l'égard du thème de la grandeur nationale. Une tendance antimilitariste se fait jour. Après avoir été le parti de la guerre, la gauche se veut le parti de la paix. Dans le même temps, la Première internationale remplace le citoyen par le «travailleur» comme acteur de la libération du genre humain. La lutte des classes se substitue à celle des nations.

Finalement, une nouvelle génération républicaine restée au pays préconise le rejet de l'idéalisme de 1848, le primat d'une politique positive, l'anticléricalisme, le refus de la propagande révolutionnaire et un regard critique sur la Révolution française. Il s'agit d'une profonde modification de la culture politique de la gauche démocratique marquée par une tentative de rationalisation du patriotisme et de démythification de la nation. Ainsi selon Darriulat, la guerre de 1870 et la Commune de Paris marquent la fin de la période du patriotisme révolutionnaire et romantique.

Cet ouvrage rapide, à la lecture agréable, présente le mérite de mettre en perspective les patriotes républicains avec les prolongements idéologiques de leurs attitudes. De ce fait, l'auteur apporte une contribution importante à l'éternel débat entre universalisme révolutionnaire et nationalisme français. Analysant une période moins connue que celles généralement traitées par les historiens de la question, il explicite les fondements d'une vision nationale qui, sous bien des aspects, a perduré jusqu'à ce jour. Certes, au sujet du colonialisme et surtout de la xénophobie et du racisme, l'auteur est quelque peu laconique et l'étude mériterait d'être approfondie. Elle mériterait également d'être mieux située par rapport à l'historiographie propre à ces questions. Il convient toutefois de relever que la place de ces concepts dans l'ouvrage de Darriulat, loin d'être marginale, reste tout de même connexe. Dans tous les cas, son apport à la question du nationalisme et de l'ethnocentrisme devrait inciter les historiens suisses à élargir leur questionnement.

Gérald Arlettaz, Avry-sur-Matran

Marc Angenot: **Colins et le socialisme rationnel**. Les presses universitaires de Montréal, 1999, 191 p.

De tous les «socialistes utopiques» du XIX^e siècle, Colins, qui vécut de 1783 à 1859, est probablement le plus difficile et le moins accessible. Il a donc fallu un certain courage à Marc Angenot pour lui consacrer un ouvrage (*Colins et le socialisme rationnel*, Les Presses universitaires de Montréal, Montréal, 1999, 191 p.). Nous y sommes d'autant plus sensibles que nous avons collaboré jadis à une histoire de l'école colinsienne (*Histoire d'un autre socialisme. L'Ecole colinsienne 1840–1940*,

Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1979) et que le sujet nous a toujours semblé mériter de nouvelles recherches.

Tout au contraire de Colins, Marc Angenot est d'une lecture facile. Son style, généralement allègre, parfois brillant, n'est pas sans évoquer celui d'Emile Faguet qui un siècle auparavant avait publié ses célèbres *Politiques et moralistes du dix-neuvième siècle*.

De ce spécialiste de l'histoire des idées, on pouvait espérer une explication limpide et discursive, mais fidèle, comme l'aurait justifié son incursion méritoire hors des sentiers battus du socialisme. Or, malgré ses qualités, l'ouvrage comporte des défauts et des lacunes qui l'écartent de ce but et ne rendent pas justice à Colins et à son école:

En premier lieu, Marc Angenot semble avoir hésité entre deux projets passablement différents, à savoir l'étude d'un auteur et de son école comme le donne à penser le titre de l'ouvrage, et un essai sur les Grands Récits (paradigme ternaire de l'histoire qui remonte à Joachim de Flore, au Moyen Age, et qui se retrouve dans quantité d'auteurs du XIX^e siècle dont Colins). Privilégiant cette seconde perspective, les développements de l'auteur l'éloignent souvent du sujet annoncé et l'amènent parfois à des conjectures globales qui n'ont qu'un rapport ténu avec Colins. Ainsi en est-il de sa vision simplificatrice d'un antidémocratie socialisant qui, tout au long du XIX^e siècle, aurait préparé l'alliance «ni droite ni gauche» d'un Sorel et d'un Maurras, en attendant mieux.

En deuxième lieu, l'auteur tient pour acquis que Colins est un socialiste romantique du XIX^e siècle, ce qui nous semble erroné. Le romantisme est en effet un mouvement culturel de l'époque qui se caractérise par un rejet de l'ordre et de la rationalité du siècle des Lumières et par une valorisation de la nature, des émotions et des nationalités irréductibles les unes aux autres, qui sont aux antipodes de la pensée colinsienne issue de l'Ecole des idéologues et, par-delà cette dernière, de Descartes et Condillac.

En troisième lieu, l'auteur s'abstient curieusement de présenter, voire d'aborder, la pierre angulaire de la métaphysique colinsienne, à savoir la «démonstration de l'immatérialité et de l'éternité des âmes» dont il va même jusqu'à écrire qu'il n'en a «pas trouvé trace chez Colins»! Or, Colins a bien développé cette «démonstration» dans le cinquième tome de sa *Science sociale* et il l'a résumée dans son ouvrage posthume *La justice dans la science hors l'Eglise et hors la Révolution* qui se voulait une réponse à Proudhon. Cette lacune est d'autant plus étonnante que, dans son chapitre intitulé «Une épistémologie utopique», Marc Angenot amorce comme une réfutation de la méthode «apogico-déductive» qui caractériserait la «démonstration» en question.

En quatrième lieu, faisant sienne une typologie d'origine marxiste mais encore prégnante dans l'intelligentsia française, il tient la primauté du culturel sur l'économique qui caractérise la pensée colinsienne pour une évidente inversion de la relation entre «l'infrastructure et la superstructure», ce qui en ferait un socialisme «auf den Kopf gestellt», et ce sans même tenter de comprendre l'option colinsienne à la lumière de l'anthropologie contemporaine.

En cinquième lieu, cet ouvrage omet de présenter, fût-ce succinctement, que le socialisme colinsien se singularise non seulement par la collectivisation de la terre mais aussi par l'interdiction formelle, constamment réitérée, des sociétés de capitaux dans une économie de marché et de concurrence, les acteurs économiques étant les individus, les familles et les associations de travailleurs.

En sixième lieu, et en conséquence directe de cette lacune, l'auteur est amené à présenter l'utopie colinsienne comme «hyper-monopoliste», ce qu'elle est effectivement en matière éducative, mais absolument pas en matière économique puisque l'Etat colinsien ne se voit accorder aucun rôle dans la production.

En septième lieu, l'auteur affirme que Colins serait favorable à la «suppression» ou à la «quasi-suppression» de l'héritage, ce qui est inexact puisque Colins et ses disciples ont toujours préconisé le maintien de l'héritage en ligne directe descendante et surtout l'absolue liberté de tester.

A quoi attribuer ces erreurs et ces lacunes? Comme l'écrit l'auteur «ce qui étonne celui qui aborde la première fois les textes colinsiens... c'est ce sentiment constant, dans un développement littéralement clair, de ne jamais (en) comprendre ni les présupposés ni les visées». De fait, l'amoncellement des citations, gloses et polémiques dans les écrits de Colins rend ces derniers presque hermétiques pour le lecteur pressé. Mais cette difficulté n'autorise pas pour autant le chercheur à bricoler une caricature qui rendrait compte des prétendues «bizarreries» de Colins au détriment de la cohérence interne de sa pensée, ce que malheureusement Marc Angenot pratique constamment comme l'illustrent les sept critiques relatées ci-dessus. C'est, pour nous résumer, notre grief principal à l'adresse d'un ouvrage par ailleurs alerte et séduisant.

Michel Brélaz, Genève

Hans-Lukas Kieser, Dominik J. Schaller (Hg.): **Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah / The Armenian Genocide and the Shoah**. Zürich, Chronos, 2002. 656 S.

Völkermord ist eine Handlung – so die Definition der Vereinten Nationen – «die in der Absicht begangen wird, eine nationale, ethnische, rassische oder religiöse Gruppe als solche ganz oder teilweise zu zerstören». Völkermord – dieser Begriff umschreibt die extremste Form von Gewaltanwendung, jene schrecklichen Ereignisse, die in ihren Ausmassen kaum fassbar sind, die sprachlos machen. Die Tragik dennoch in Worte zu fassen, zu beschreiben und zu untersuchen ist die Aufgabe des Historikers. Mit Hans-Lukas Kieser, einem Kenner der neueren Geschichte des Nahen Ostens, und Dominik Schaller, dem Gründer der Arbeitsgruppe für Genozidforschung an der Universität Zürich, haben zwei überaus kompetente und engagierte Vertreter der historischen Zunft diese schwierige Aufgabe in Angriff genommen. Herausgekommen ist ein beachtliches, über 600 Seiten starkes Werk, an dem 19 Forscher aus zahlreichen Ländern mitgearbeitet haben. Ein Vergleich zwischen der Armenier-Verfolgung während des Ersten Weltkrieges und der nationalsozialistischen Vernichtung der europäischen Juden ist der Ausgangspunkt, den die beiden Herausgeber für das anspruchsvolle Forschungsprojekt gesetzt haben. Sie betonen aber, dass «vergleichen» und «gleichsetzen» nicht dasselbe sind. Bei der Gegenüberstellung dieser zwei einschneidenden Tiefpunkte des 20. Jahrhunderts sollen Gemeinsamkeiten wie Unterschiede herausgearbeitet werden. Die internationale Historiker-Runde, die sich am Projekt beteiligt hat, eint die Bereitschaft, sich auf die sensible Thematik einzulassen. Wie sich aber bald zeigt, herrscht keine *unité de doctrine*, und dies ist eine Stärke des Buches. Unterschiede zeigen sich selbst in der Verwendung von Ausdrücken wie «Völkermord» oder «Genozid». Während Kieser und Schaller diese Begriffe sehr offensiv benutzen, sind andere Autoren zurückhaltender. Der an der University of Maryland forschende Christian Gerlach lehnt die Begriffe sogar ab, da sie eher politische Kampfbegriffe als wissenschaftlich definierte Bezeichnungen seien.